L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 JANVIER 1868

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $6; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.
EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces transitoires, placées à leur de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces transitoires de la page d'éditorial paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $2 par ligne et par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces, ou les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, lui concernent qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet concerne ne dépassera 20 pour cent.
Toutes les différences d'annonces d'affaires paieront 20 cents la ligne pour chaque insertion.
Toutes annonces transitoires dont être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées du fort.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses lignes sont envoyés à la fin de chaque mois.

BUREAU DE LA VILLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 18 JANVIER.

☞ Pour la liste des navires et vissemboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en donnée, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par le Shérif—à la Bourse des Négociants et des Encans: une portion de terre située à Gentilly, dans et bornée par les avenues St Bernard, Marigny et le chemin de Gentilly, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent—Aussi, un terrain dans le Deuxième District, ayant vingt-neuf pieds front de rue Conti (Chartres) et Quartier, et autre terrain contigu, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent. Aussi, un terrain dans le Quatrième District, face à la rue Water. Aussi, deux billets hypothécaires, chacun de la somme de $4,000. Et à 4 heures et demie, à l'entrepôt du shérif, rue Jefferson, cinq caisses de marchandises sèches.

Par H. Simon, Marks & Co.—continuation de la vente d'un stock du rangeais No 174 rue du Canal.

Par G. Lamonet, à la Bourse des Négociants et des Encans—un terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent situé dans le Quatrième District, au coin de rues Magazine et Pleasants, un terrain au faubourg Livaudais (Quatrième District, face à la rue de la Levée; un terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent, situé dans la rue de Jefferson, faubourg Plaisance, face à la rue de la Levée.

Par C. E. Gardey & Co, à la Bourse des Négociants et des Encans—la moitié indivise d'un terrain dans le Quatrième District, avec la moitié indivise des trois bâtisses qui s'y trouvent, formant l'une grande des rues Sarazpre et Peyroux. De plus, la moitié indivise de trois lots de terre (avec toutes les améliorations, face à la rue Conti, le Marché et Tonti.

Par Louis H. Ferrier, à la Bourse des Négociants et des Encans—deux terrains avec les améliorations qui s'y trouvent, dans le Deuxième District, rue Lopez, rue Sixte Aine et Dumaine.

Par Thos. T. Nash, à la Bourse des Négociants et des Encans—le paquebot à vapeur Cotillo, au complet tel qu'il est, en face de la rue Conti.

Par G. de Pariet, à la Bourse des Négociants et des Encans—Quatre-vingts pieds de terre à la Pension de Gentilly, rue de la Levée. Une résidence en bois, à étage et de prix, et venant d'être achevée, et située au coin des rues Clairvoy et Conti. Aussi, une très agréable maison de campagne, au coin des rues Laharpe et Robertson, avec tout ce qui est nécessaire pour une maison de campagne. Aussi, un terrain de prairie dans la rue St Pierre, entre les rues Derbigny et Roman, avec de belles écuries. Aussi, vente pour et sans limite d'une propriété de grand prix, située à l'Esplanade, entre Victoire et Deslonde, et entre Moreau; le montant du comptant payable en bons de ville. Vente positive et sans réserve de propriétés fenêtres de chaux, dans le Deuxième District, à la rue Bourgeois Dauphine et Ursulines; une autre rue Dauphine, ayant une magnifique maison en brique à étage, un autre terrain rue des Ursulines, avec deux petites maisons, et plusieurs autres propriétés détachées. Vente sans réserve et sans limite d'une propriété de grand prix, située à l'Esplanade, entre Victoire et Deslonde, et entre Moreau; le montant du comptant payable en bons de ville.

Par Thomas & Sons, à la Bourse des Négociants et des Encans—Un lot de terrain avec les bâtisses et améliorations, situé entre Bourgogne et Desirée, Troisième District—Aussi, une propriété de valeur et année dans le Quatrième District, à l'angle des rues Lo et Saint Pierre.

Par S. Reinauer, à la Bourse des Négociants et des Encans—Trois beaux terrains sur la rue des Franciscains, de la succession d'Antoine Michaud; — un joli petit terrain à la rue Crepe, touchant à l'église; — sept lots de terre dans l'île bordé par la Prairie, sur St Bernard, entre O'Reilly, Tonti et Rocheblave; — une propriété de valeur sur le Chemin de Bayou, entre Remparts et Ursulines, et un lot de terre situé sur l'ouverture de la rue du Quartier, entre Esplanade et le Chemin de Bayou — De plus, à 2 heures de l'après-midi, sur les lieux, rue St-Pierre, entre Chartres et Royale, le landau, le cheval bien achalandé, les installations, ameublements, etc.

Par C. E. Fortier, à 9 heures et demie, rue Annette, entre Morales et Urquhart—Un lot de meubles.

Par E. Roger & Co, à leur salle d'encan — 300 caisses de bottes, souliers et brodequins.

Par J. P. Rousseau, à l'ancienne Maison de Ventes, rue Royale — Des fers à cercles.

Par Hoz, Blake & Co, à leur salle d'encan, rue de Chartres — Quelque vente de marchandises sèches et d'ameublement.

Par Eug. Forstall, à 10 1/2 heures, sur la Levée, en face de l'Hôpital, en débarquement—Vin de Bordeaux et de Bourgogne.

Par Montgomery, Brice & Co, à leur salle de vente — Un assortiment général de meubles et ustensiles de cuisine — Et aux écuries de F. Lauer, rue Gravier: Superbes chevaux appariés, chevaux de monture et de harnais, beaux mulets, vaches laitières, baggies, wagons, harnais.

Par D. E. Murphy, au No 106 de la rue Gravier—Machines à égrener et condensateurs Star.

Par W. P. Vincent, à 10 heures, à sa salle de vente—Un lot d'habillements de choix, confectionnés avec les meilleures manufactures de Boston et de Philadelphie.

☞ Acheteurs des consommes et chocolats chez M. Kroot Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION!

☞ Les ventes à l'encan de ce jour par le shérif, appartiennent:

Aux lots à la Bourse des Négociants et des Encans, rue Royale.

Une jolie résidence située rue Prytanée, entre Thalie et Melpomène, Premier District.

Une propriété située sur le chemin de Gentilly, Troisième District.

Une résidence pour une grande famille, située à l'angle des rues de Chartres et du Quartier, Deuxième District.

Deux billets hypothécaires de $4,000 chacun.

Et à 2 heures P. M., à son entrepôt No 25 rue Jefferson, Deuxième District, cinq caisses de marchandises sèches.

☞ Le attention du commerce est appelée sur la vente, en dehors de rues de Bordeaux en barriques, au détail, ordonné de la liquide Bon Air, qui aura lieu, aujourd'hui, à 10 heures et demie A. M., sur la Levée, en face du pied de la rue Hôpital, par Eugene Tourne, auctioneer.

Moulins et condensateurs du Star—Nous sommes informés par Mr. D. E. Murphy, encanteur, à appeler l'attention spéciale des planteurs et autres sur la vente de moulins et condensateurs du Star, qui doit faire lieu aujourd'hui à midi, rue Gravier, magasin No 106. Voir l'annonce.

Vente d'un bateau à vapeur.—L'attention des marins est appelée sur la vente qui doit faire lieu, ce jour, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, par Mr. Chas. T. Nash, du bateau à vapeur "Cotillo," amarré maintenant devant la rue Conti. Le "Cotillo" est un beau steamer qui tire peu d'eau et qui a une marche rapide. La vente est positive et sans réserve. Pour plus amples renseignements, voir annonce. 2

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend des billets de ville au pair.

THEATRE DE L'OPERA.—On donne ce soir la troisième représentation de *La Juive*, grand opéra en cinq actes d'Halévy, qui sera chanté par MM. Picot, Damiani, Van Hulflen, Pauling, Amoux et mademoiselles Fauchelle et Lambelé. Nous avons dit comment l'œuvre d'Halévy avait été interprétée par ces artistes, et nous pouvons compter sur une belle soirée.

Demain, dimanche, la spectacle se composera de la première représentation de *Les Femmes Savantes*, comédie nouvelle en 3 actes, qui a eu un grand succès au théâtre du Vaudeville, et de la dernière représentation pour cette saison de *La Dame blanche*, opéra-comique en 3 actes, où se distinguent MM. Damiani et mademoiselle Lambelé.

SOIRÉE MUSICALE.—Il y aura une soirée musicale, le samedi 18 janvier, à la Salle Allemande, rue Bienville. Le programme nous a paru varié et attrayant, et comprend des morceaux exécutés par l'orchestre, des morceaux de violon et de piano et des morceaux de chant.

BALS MASQUÉS DE L'OPÉRA.—Pour répondre au désir d'un grand nombre de personnes, la direction de l'Opéra a changé les jours des quatre grands bals masqués pour lesquels elle sollicite des souscriptions. Ces bals auront lieu le samedi au lieu du vendredi, et le commencement une heure après le spectacle. Les dates sont ce qui suit: Le quatre bals sont donc fixés comme suit: 25 janvier, 1er, 8 et 15 février. On souscrit au contrôle du Théâtre, et chez MM. Dumontueil, encanteur Canal et Bourbon, et Lazarus, rue St Charles.

M. Bah, médecin vétérinaire à Lundville, était atteint depuis un an d'une gastralgie avec constipation opiniâtre et crampes d'estomac. M. Bah, seul en fait, guérit rapidement une diète sévère, des laxatifs, des purgatifs salinatifs et le sous-nitrate de bismuth sur la recommandation. On lui indique le *Confiseur du Bellot* dont l'usage avait amené l'accident. Peu de jours suffirent pour rétablir dans leur état normal les fonctions de l'estomac et faire disparaître la constipation. [*Extrait du Rapport approuvé par l'Académie de Médecine de Paris.*] Ne 1

On trouvera le feuilleton à la troisième page.

Grant et les Radicaux.

Quand une assemblée législative en arrive à faire des lois, non plus en vue d'appliquer des principes généraux à toute la nation, mais uniquement dans le but d'atteindre à un certain résultat politique, et quand elle change les attributions des emplois publics les plus élevés en se préoccupant, non d'établir une règle générale meilleure, mais de donner à telle ou telle personne des pouvoirs plus étendus, au mépris de l'ordre hiérarchique des fonctions, on peut dire que cette assemblée a perdu le sens moral et qu'elle court à sa perte.

Dans sa lutte avec le Président, le Congrès sentant qu'il ne serait pas le plus fort, joua le rôle du cheval de la fable qui pour se venger du cerf imagina d'emprunter le secours de l'homme et ne tarda pas à s'apercevoir qu'en lieu d'un auxiliaire il s'était donné un maître. Depuis les élections d'automne, la faction radicale acra que sa cause serait perdue devant le peuple, si elle n'obtenait le concours actif du général Grant, et, en tra, vaillant à s'assurer l'aide du général de l'armée, elle est allée, dans le bill que nous reproduisons hier, jusqu'à le placer au-dessus des trois grands pouvoirs de l'Etat, jusqu'à en faire un véritable dictateur. Tant il est vrai que dans les assemblées révolutionnaires les plus radicales, le servilisme s'allie toujours au despotisme.

Le parti qui met toujours en avant cette fameuse clause de la Constitution qui dit que "les Etats-Unis garantissent à chaque Etat dans l'Union une forme républicaine de gouvernement," est celui qui, le premier dans l'histoire de la république, sacrifie tous les principes républicains à l'idole du militarisme.

Le quarantième Congrès se montre en cela le digne imitateur de son prédécesseur. Un des derniers actes de celui-ci avait été, en effet, de rendre le général de l'armée indépendant du commandant en chef que la Constitution assigne à l'armée et à la marine, c'est-à-dire, du Président des Etats-Unis. Dans le bill des allocations militaires passé le 2 mars 1867, le général de l'armée ne peut être ni destitué, ni suspendu, ni relevé de ses fonctions, ni assigné à un poste autre que son quartier général à Washington, sans l'approbation préalable du Sénat. Si au lieu de Grant, Sherman eût été général de l'armée, le Congrès n'eut certes pas adopté cette loi; p'était donc uniquement en vue des opinions présumées de Grant ou dans le but de l'attacher au parti radical, qu'on de, triniait en un sens tout contraire les règles de la hiérarchie et de la discipline.

Le général Grant s'était toujours, néanmoins, montré disposé à obéir aux ordres de son supérieur constitutionnel, et il avait accepté le poste de secrétaire de la guerre *ad interim*, bien qu'il n'approuvât pas la suspension de Stanton. Les radicaux jugèrent donc utile à leur politique de placer le général en état d'antagonisme avec le Président, et de provoquer, et faire se pouvait, entre ces deux fonctionnaires un conflit qui compromît le dernier aux yeux de la nation, et qui engageât irrévocablement le premier au service de la cause radicale. De là la colère de Grant, de là la résolution à la Chambre du bill supplémentaire sur la reconstruction avec celle du rapport de Howard au Sénat sur la suspension de Stanton.

On pensait que Grant fatté de la confiance illimitée que les radicaux lui témoignent en l'investissant d'une dictature qui le place au-dessus du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, et qui le rend indépendant du Congrès lui-même, ne pourrait s'accoler à la résistance qu'on s'attendait à voir le Président opposer à la résolution du Sénat relative à M. Stanton. Le calcul était juste, ou du moins les événements lui ont donné raison.

Contrairement à la promesse qu'il avait faite au Président, le général Grant a cédé à M. Stanton le poste de secrétaire de la guerre qu'il avait directement du chef du pouvoir exécutif sans même aviser ce dernier de son intention. N'est-il pas en une promesse formelle de sa part, une pareille conduite n'en était pas moins un manque de déférence, et un oubli complet des formes administratives. On a le droit de supposer que cette complaisance envers les radicaux a été le prix de la dictature que doit accorder le convent bill au général, et probablement aussi d'une promesse formelle engageant le parti radical à le porter comme candidat à la présidence.

Le tour, car on ne peut appeler cela d'un autre nom, a été bien joué. L'intention du président en prévision de la résolution du Sénat, était de forcer M. Stanton à réclamer devant la Cour Suprême sa réinstallation comme secrétaire de la guerre, réinstallation que devait contester le secrétaire *ad interim*, que ce secrétaire fut le général Grant ou tout autre que le Président eût pu nommer à sa place. Dans l'état des choses cela n'est plus possible. M. Stanton est l'occupant du poste, et si le Président nommait un nouveau titulaire, celui-ci devrait être confirmé par le Sénat avant de pouvoir réclamer légalement sa mise en possession des bureaux. Le position du Président est donc embarrassante. Il vient d'être bravé par un ancien membre de son cabinet, réintégré malgré lui, et par le général de l'armée, et il reste sous le coup d'un pareil échec, c'est-à-dire sans autorité. Il ne devient plus qu'un simple greffier, dont la signature ne sera même pas requise pour l'exécution des édits du Congrès. Il ne sera plus qu'une ombre de président, un Exécutif *in partibus*, tandis que le véritable président sera son subordonné, le général Grant.

Emplacant M. Johnson dans cette situation, les radicaux avaient compté sur la fougue de son tempérament et ils avaient préparé probablement quelque nouveau projet de mise en accusation pour le cas où il ne laisserait entraîner à quelque action vigoureuse. Il a senti le piège et il a pris le temps de la réflexion avant de faire connaître sa décision. Nous renvoyons nos lecteurs aux dépêches pour les dernières nouvelles. Au moment où nous écrivons ces lignes, on ne connaît rien encore des résolutions prises par M. Johnson. Pour contrecarrer l'effet de l'alliance entre les radicaux et le général Grant, il faut qu'il puisse au moins compter sur l'appui de la Cour Suprême qui peut encore tracher le nœud gordien de la situation.

BAYOU LAROCHE.—On lit dans le *Pionnier de l'Assomption*:

Le Bayou a monté de plusieurs pieds dans la semaine et il cède contipue. *La Bettie Gillmore* a déjà ouvert la navigation; les grands bateaux vont bientôt le suivre. Avec eux nous reviendront nos bons vieux Bigaud, Dufresne et Melançon du *New Era*, Maz. Blanchard et O. Landry du *Sharp*.

CONVENTIONS POSTALES.—Le directeur général des postes américaines vient d'adresser au directeur général des postes de France une communication où il expose que les conventions postales entre les Etats-Unis et diverses puissances du continent ayant été récemment modifiées, il est devenu nécessaire de réviser à nouveau celles existantes avec la France. En conséquence, il invoque l'article 17 de la convention postale signée à Washington en mars 1867 qui l'autorise à réaliser la dite convention, en en donnant avis un an d'avance, et il signifie qu'elle cessera d'être en vigueur à partir du 1er février 1869. Dans cette intervalle les deux gouvernements devront arrêter les bases de nouveaux arrangements, et le directeur général des postes de France est invité à envoyer à Washington un agent chargé de stipuler en son nom. Cet agent aura reçu avec une distinction particulière, et il lui sera offert toutes les facilités désirables pour accomplir sa mission.

[*Courrier des Etats-Unis.*]

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend des billets de ville au pair.

Nouvelles du Mexique.

Nous avons reçu par le vapeur *Mexico*, arrivé de Vera Cruz par la voie de Tampico, des journaux de Vera Cruz du 2 janvier, et de Mexico du 16 au 27 décembre.

Les nouvelles de la levée de boucliers dans le Yucatan préoccupaient beaucoup le gouvernement. Le *Siglo* se plaignait de l'insuffisance de la marine de guerre qui rendait l'expédition difficile. Il ajoutait que cette insurrection qui menaçait l'intégrité du territoire national, était une agression injustifiable de la part des autorités espagnoles de l'île de Cuba.

Les généraux Ortega et Patoni étaient toujours en prison, mais leurs amis s'agitaient beaucoup en leur faveur. Dans la séance du 20 décembre, trois députés ont présenté une proposition pour obliger l'Exécutif de soumettre au Congrès, dans les trois jours, les raisons qu'il avait pour procéder contre le président de la Cour de Justice, C. Gonzalez Ortega. Dans la séance du 28, les mêmes députés ont présenté une nouvelle proposition pour demander si Ortega était toujours en prison, et si on avait donné l'ordre de le mettre en liberté. La proposition a été approuvée malgré l'opposition du senor Peniche.

Dans la même séance, le Congrès s'est occupé d'une loi pour la punition des voleurs qui abondent toujours, et d'une communication du ministre de la guerre qui demande au Congrès de déclarer le Yucatan en état de siége, et d'autoriser le gouvernement à faire les dépenses nécessaires pour rétablir l'ordre, et à disposer des gardes nationales de Campêche, de Tabasco et de Vera Cruz.

MM. Lerdo de Tejada, Martinez de Castro, Iglesias, Balcarcel et Mejia avaient donné leur démission comme ministre, et on ignorait encore comment le nouveau cabinet de Juarez se rait organisé.

Le général Cortina qui était à Mexico, avait obtenu l'autorisation de rejoindre à Matamoros pour s'occuper de ses petits intérêts. Il y avait longtemps qu'il n'avait exercé son métier habituel et il éprouvait le besoin de se refaire la main. Gare aux rancheros des bords du Rio Grande.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend des billets de ville au pair.

La situation financière en France.

UN MILLIARD À LA BANQUE DE FRANCE.

Nous empruntons à la *Patrie* l'article suivant qui explique avec bien les causes de l'accumulation du numéraire dans les caveaux de la Banque de France et la stagnation des affaires dans les diverses branches d'industrie.

Au lendemain de la publication du bilan de la Banque accusant l'énorme entrave de plus d'un milliard dont l'opinion publique s'était émue, nous avons tenté d'expliquer les causes normales de ce phénomène financier et de résumer des alarmes notre avis exagéré et trop prompter, en indiquant par quelles raisons régulières et naturelles l'encaisse métallique de la Banque devait croître et son portefeuille diminuer. Les variations légères à la Chambre du bilan d'aujourd'hui ne portent aucune atteinte à notre raisonnement.

Notre pensée, en général, a été bien comprise. Nous en avons pour preuve les témoignages nombreux d'adhésion qui nous ont été adressés, notamment de la part de manufacturiers de Lille, témoignant du contentement de leurs correspondants. Toutefois, comme un de ces réelles questions, il faut viser à une salutaire diurée de clarté, nous rapporterons en le résumant la nouvelle lettre qui nous parle article. En face du milliard de la Banque, nous ne disons pas au public: Réfléchissez, nous d'un ni réunitat, mais nous disons: Ne nous alarmons point; expliquons et analysons ce phénomène, et tenons pour certain que des explications, appuyées sur la comparaison de autre état commercial avec celui de 1865, où le bilan de la Banque de France rapprochée de celle des établissements similaires, il résulterait la démonstration de cette vérité, à savoir que l'inaction des affaires financières et industrielles est beaucoup moins mauvaise que ne se plaisent à le prétendre des esprits chagrins et pessimistes. Cette analyse démontrera en outre que les prétentions et nos industriels, victorieux sur tant de points au grand tournoi pacifique de l'Exposition, ont fait preuve, sur le champ plus vaste et non moins difficile du grand commerce et de la haute industrie, d'une prévoyance, d'une intelligence dont nous avons le droit d'être fiers, et qui justifient toutes les sympathies favorables que nous leur ont dans les dépositions de l'*Enquête sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation monétaire et fiduciaire*.

Nous prétendons donc que la plus grande partie des capitaux formant le milliard de la Banque ne se compose point, comme on le dit du capital effaré, timide, épouvanté, réfugié dans les caves de la Banque sous la pression d'une alarme qui ne raisonne plus, mais bien de capitaux sûrement à la Banque par un contrat naturel d'affaires et de besoins. En effet, composant le milliard, nous ne pourrions, à la grande rigueur, placer au compte du capital effrayé que les 410 millions montant des dépôts et comptes courants, mais encore en ne composant ce chiffre, nous verrons qu'en temps ordinaire le montant normal de ce chapitre est de 250 millions environ; il n'y aurait donc une augmentation de 160 millions, ce qui, tant moins qu'en ce moment de fin d'année, toutes les Compagnies de chemin de fer doivent solder leurs exercices et leurs coupons, et que même nombre de compagnies et d'institutions de crédit versent dans le public au même moment des sommes considérables dont une partie peut-être se trouver à la Banque? Et tout, outre, en outre, que le gouvernement, tenant à remis à la Banque, par l'intermédiaire de son banquier ordinaire pour le moins 40 millions pour le mois de janvier, et pour le prochain coupon, que les cliquantes-trois succursales viennent fixerer au tableau avec un apport de 20 millions, ajoutons que les agents de change n'ont plus maintenant, pour leurs fonds disponibles, l'emploi des reports ou prêts à la Bourse, et que les fonds déposés par eux sont de moitié plus élevés que d'habitude.

On ne saurait prétendre que ce sont les inquiétudes, les alarmes du public qui chassent de la Bourse les capitaux jadis employés en reports, la vraie raison c'est que les titres de rentes, d'obligations et de toutes les valeurs de premier ordre sont absorbés quotidiennement par le placement des économies du pays. Le placement de l'épargne française est tellement actif qu'il raréfie tous ces titres, et bien qu'en jouer lui le cours de toutes les valeurs soit plus élevé qu'au moment où l'ancaisse de la Banque ne dépassait pas la proportion ordinaire. Les obligations de chemins de fer notamment, montent à des prix qu'elles n'avaient pas atteints depuis plusieurs années.

Nous concluons donc, en résumé, que l'encaisse métallique n'a rien à craindre avec l'effroi du capital: il est la représentation des billets mis en circulation, du montant des comptes courants, des dépôts à divers titres. Comme depuis longtemps la balance du commerce a été en notre faveur, c'est-à-dire que nous avons plus vendu qu'acheté, nous avons pu convertir des acquisitions de marchandises premières par des délégations sur nos acheteurs de produits fabriqués, et, trouver et rester entre nous même. De plus, les nécessaires de la Banque, les chemins de fer, la multiplication des transactions de toutes sortes ont fait sortir du sol, pour ainsi dire, une masse de métal qui autrefois y dormait enfoui. Ces considérations générales sont l'encaisse de la Banque, mais ils circulent sous forme de billets. Le billet de banque, incontestable, on le répète, il y a quinze ans dans les campagnes et sur tous les marchés ruraux, en est aujourd'hui la monnaie courante: autre cause qui travaille à l'accroissement de l'encaisse.

Si on pouvait interroger les *beaux lous d'or* qui se reposent en ce moment dans les caves de la Banque, et si l'on parvenait à leur faire raconter leur histoire, la plupart nous diraient qu'ils ne sont arrivés à cet abri qu'après de longues courses, qu'après des travaux incessants, travaux rémunérateurs, dont leur possesseur a recueilli le légitime bénéfice, qu'en somme ils ne sont là qu'en passant, et qu'au premier jour ils vont reprendre leurs voyages et leurs labeurs; mais les plus jaunes et les plus rouges répondraient que, présents matériellement à la Banque, ils circulent pourtant à travers le monde qu'ils intéressent et travaillent sous la foi, sous de billets de banque et de chèques et qu'ils demeurent dans les caisses de la Banque pour n'appuyer, pour doubler, pour remplacer leurs représentants en cas d'absence momentanée.

Ou nous dira maintenant que le commerce aurait pu profiter de cette surabondance de ressources pour faire des affaires fructueuses en treprises; il avait derrière lui, pour le soutenir et le seconder, le premier établissement de crédit du monde, notre Banque de France, qui pouvait fournir à l'escompte jusqu'à plusieurs centaines de millions; suivant nous, le commerce français a fait preuve d'une grande sagesse en examinant avec soin la situation de ses partenaires avant de s'engager. Depuis le commencement de la guerre d'Amérique, et malgré la conclusion de cet immense conflit, notre commerce n'a pas cessé d'être mis aux plus cruelles épreuves; il a vu se restreindre dans une proportion énorme ses relations directes et indirectes avec son grand consommateur transatlantique.

Le commerce du coton, si considérable par tout, et nulle part plus important qu'en France, a été compromis d'abord par une hausse exhorbitante, puis, presque immédiatement, par une baisse non moins exhorbitante et non moins disproportionée. Ces oscillations violentes ont produit en Amérique, aux Indes, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse et chez nous de nombreuses faillites, qui ont du naturellement redoubler la circonspection du capital industriel.

Cette baisse rapide du coton n'a pas été moins funeste à l'industrie des linogrès et des lins, par tout se tient dans le monde industriel. Ajoutez à tout ceci la rigueur des tarifs prohibitifs des Etats-Unis, la guerre du Brésil et de l'Amérique du Sud, la crise en Espagne; ajoutez-y encore, d'autre part, la persistance de la maladie de ver à soie, qui diminue les ressources de notre belle industrie lyonnaise, et vous aurez le tableau à peu près complet des obstacles contre lesquels a eu à lutter l'esprit d'entreprise de nos industriels et de nos commerçants.

Nous ne cherchons donc pas à afficher un optimisme hors de saison, mais nous disons: oui, il y a un milliard à la Banque! nous ne nions ni ne cachons rien, mais nous soutenons qu'étant données les circonstances, ce milliard est le triomphe de la sagesse et de la prévoyance du commerce français.

Cette prévoyance a été telle que, malgré tant de centaines de millions follement compromis en Italie et en Espagne, nous sommes en mesure aujourd'hui d'affronter avec calme et sérénité, nous faisons face sans difficulté, et presque sans qu'on s'en aperçoive, à une deuxième année de chômé du blé. C'est pourquoi nous devons avoir confiance dans l'avenir de la paix, car, au point de vue financier aussi, aucune puissance en Europe ne pourrait mettre en ligne d'aussi gros bataillons.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend des billets de ville au pair.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Correspondance de Meade et Jenkins.

Autre discours de Brooks à la Chambre du Congrès.

Discours énergique de Hubbard du Connecticut.

Silence des Radicaux.

La Cour Suprême foulée de monde à Washington.

Mot de Sharkey à l'égard du Mississippi.

L'armée ne sera pas réduite.

Duel entre un homme du Sud et un homme du Nord.

La Convention du Mississippi.

Révocation du Contrôleur d'Etat en Georgie.

Hausse du coton en Angleterre.

Hausse du coton à New-York.

Londres 17.—Un ouragan destructeur a passé sur Teneriffe. Les navires ont été jetés à la côte et les toits des maisons enlevés. Le dommage a été considérable.

Londres 17.—Une foule de les grégeois a été jetée dans Cork mais n'a pas fait de mal.

Deux témoins ont déclaré à Dublin que Lennon a tué l'homme de police, ce qui l'identifie pleinement.

Le sultan cherche à négocier un emprunt à Londres pour améliorer la navigation du Danube.

Les vents des propriétés de l'église en Italie sont très productives.

Les impérialistes ont été battus en Chine par les rebelles dans une autre grande bataille.

MARCHES EUROPÉENS.

Londres 17, au soir.—Consolidés 92 3/4. Bons 71 3/4.

Liverpool 17, au soir.—Le coton était actif à la clôture à une hausse de 1/4d. Upl. 7 3/4. Orl. 8. Vendu aujourd'hui 20,000 balles.

Washington, 17.—Pas de séance au Sénat aujourd'hui.

CHAMBRES.—Le comité des voies et moyens rapporte un bill d'anti contraction, avec recommandation de ne pas concourir aux amendements du Sénat. Adopté.

Plusieurs bills particuliers sont expédiés.

Le vote sur le bill de reconstruction est renvoyé à lundi, avec la chance de depain, toutes nous en avons pour preuve les témoignages nombreux d'adhésion qui nous ont été adressés, notamment de la part de manufacturiers de Lille, témoignant du contentement de leurs correspondans. Toutefois, comme un de ces réelles questions, il faut viser à une salutaire diurée de clarté, nous rapporterons en le résumant la nouvelle lettre qui nous parle article. En face du milliard de la Banque, nous ne disons pas au public: Réfléchissez nous d'un ni réunitat, mais nous disons: Ne nous alarmons point; expliquons et analysons ce phénomène, et tenons pour certain que des capitaux, appuyées sur la comparaison de autre état commercial avec celui de 1865, où le bilan de la Banque de France rapprochée de celle des établissements similaires, il résulterait la démonstration de cette vérité, à savoir que l'inaction des affaires financières et industrielles est beaucoup moins mauvaise que ne se plaisent à le prétendre des esprits chagrins et pessimistes. Cette analyse démontrera en outre que les prétentions et nos industriels, victorieux sur tant de points au grand tournoi pacifique de l'Exposition, ont fait preuve, sur le champ plus vaste et non moins difficile du grand commerce et de la haute industrie, d'une prévoyance, d'une intelligence dont nous avons le droit d'être fiers, et qui justifient toutes les sympathies favorables que nous leur ont dans les dépositions de l'*Enquête sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation monétaire et fiduciaire*.

Nous prétendons donc que la plus grande partie des capitaux formant le milliard de la Banque ne se compose point, comme on le dit du capital effaré, timide, épouvanté, réfugié dans les caves de la Banque sous la pression d'une alarme qui ne raisonne plus, mais bien de capitaux sûrement à la Banque par un contrat naturel d'affaires et de besoins. En effet, composant le milliard, nous ne pourrions, à la grande rigueur, placer au compte du capital effrayé que les 410 millions montant des dépots et comptes courants, mais encore en ne composant ce chiffre, nous verrons qu'en temps ordinaire le montant normal de ce chapitre est de 250 millions environ; il n'y aurait donc une augmentation de 160 millions, ce qui, tant moins qu'en ce moment de fin d'année, toutes les Compagnies de chemin de fer doivent solder leurs exercices et leurs coupons, et que même nombre de compagnies et d'institutions de crédit versent dans le public au même moment des sommes considérables dont une partie peut-être se trouver à la Banque? Et tout, outre, en outre, que le gouvernement, tenant à remis à la Banque, par l'intermédiaire de son banquier ordinaire pour le moins 40 millions pour le mois de janvier, et pour le prochain coupon, que les cliquantes-trois succursales viennent fixerer au tableau avec un apport de 20 millions, ajoutons que les agents de change n'ont plus maintenant, pour leurs fonds disponibles, l'emploi des reports ou prêts à la Bourse, et que les fonds déposés par eux sont de moitié plus élevés que d'habitude.

On ne saurait prétendre que ce sont les inquiétudes, les alarmes du public qui chassent de la Bourse les capitaux jadis employés en reports, la vraie raison c'est que les titres de rentes, d'obligations et de toutes les valeurs de premier ordre sont absorbés quotidiennement par le placement des économies du pays. Le placement de l'épargne française est tellement actif qu'il raréfie tous ces titres; si bien qu'en jouer lui le cours de toutes les valeurs est plus élevé qu'au moment où l'ancaisse de la Banque ne dépassait pas la proportion ordinaire. Les obligations de chemins de fer notamment, montent à des prix qu'elles n'avaient pas atteints depuis plusieurs années.

Nous concluons donc, en résumé, que l'encaisse métallique n'a rien à craindre avec l'effroi du capital: il est la représentation des billets mis en circulation, du montant des comptes courants, des dépôts à divers titres. Comme depuis longtemps la balance du commerce a été en notre faveur, c'est-à-dire que nous avons plus vendu qu'acheté, nous avons pu convertir des acquisitions de marchandises premières par des délégations sur nos acheteurs de produits fabriqués, et, trouver et rester entre nous même. De plus, les nécessaires de la Banque, les chemins de fer, la multiplication des transactions de toutes sortes ont fait sortir du sol, pour ainsi dire, une masse de métal qui autrefois y dormait enfoui. Ces considérations générales sont l'encaisse de la Banque, mais ils circulent sous forme de billets. Le billet de banque, incontestable, on le répète, il y a quinze ans dans les campagnes et sur tous les marchés ruraux, en est aujourd'hui la monnaie courante: autre cause qui travaille à l'accroissement de l'encaisse.

Si on pouvait interroger les *beaux lous d'or* qui se reposent en ce moment dans les caves de la Banque, et si l'on parvenait à leur faire raconter leur histoire, la plupart nous diraient qu'ils ne sont arrivés à cet abri qu'après de longues courses, qu'après des travaux incessants, travaux rémunérateurs, dont leur possesseur a recueilli le légitime bénéfice, qu'en somme ils ne sont là qu'en passant, et qu'au premier jour ils vont reprendre leurs voyages et leurs labeurs; mais les plus jaunes et les plus rouges répondraient que, présents matériellement à la Banque, ils circulent pourtant à travers le monde qu'ils intéressent et travaillent sous la foi, sous de billets de banque et de chèques et qu'ils demeurent dans les caisses de la Banque pour n'appuyer, pour doubler, pour remplacer leurs représentants en cas d'absence momentanée.

Ou nous dira maintenant que le commerce aurait pu profiter de cette surabondance de ressources pour faire des affaires fructueuses entreprises; il avait derrière lui, pour le soutenir et le seconder, le premier établissement de crédit du monde, notre Banque de France, qui pouvait fournir à l'escompte jusqu'à plusieurs centaines de millions; suivant nous, le commerce français a fait preuve d'une grande sagesse en examinant avec soin la situation de ses partenaires avant de s'engager. Depuis le commencement de la guerre d'Amérique, et malgré la conclusion de cet immense conflit, notre commerce n'a pas cessé d'être mis aux plus cruelles épreuves; il a vu se restreindre dans une proportion énorme ses relations directes et indirectes avec son grand consommateur transatlantique.

Le commerce du coton, si considérable partout, et nulle part plus important qu'en France, a été compromis d'abord par une hausse exhorbitante, puis, presque immédiatement, par une baisse non moins exhorbitante et non moins disproportionée. Ces oscillations violentes ont produit en Amérique, aux Indes, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse et chez nous de nombreuses faillites, qui ont du naturellement redoubler la circonspection du capital industriel.

Cette baisse rapide du coton n'a pas été moins funeste à l'industrie des linogrès et des lins, par tout se tient dans le monde industriel. Ajoutez à tout ceci la rigueur des tarifs prohibitifs des Etats-Unis, la guerre du Brésil et de l'Amérique du Sud, la crise en Espagne; ajoutez-y encore, d'autre part, la persist